Accusé de réception en préfecture
013-241300276-20131219-2013_A245-DE
Date de télétransmission : 23/12/2013
Date de réception préfecture : 23/12/2013

communauté du PAYS D'AIX

ACTE RENDU EXECUTOIRE PAR APPLICATION DES FORMALITES DE TELE-TRANSMISSION AU CONTROLE DE LEGALITE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

communauté du
PAYS D'AIX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU 19 DECEMBRE 2013
PRESIDENCE DE MADAME MARYSE JOISSAINS MASINI

2013_A245

OBJET : Finances - Appui aux communes – Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement de la commune de La Roque d'Anthéron

Le 19 décembre 2013, le Conseil de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix s'est réuni en session ordinaire à l'espace Aixagone à Saint-Cannat, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président de la Communauté d'Agglomération le 13 décembre 2013, conformément à l'article L.5211-1 du Code général des collectivités territoriales.

Etaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse - AGARRAT Henri – ALBERT Guy – AREZKI Alain – ARNAUD Christian – BARRET Guy – BELLUCCI Angélique – BENON Charlotte – BERENGER Patrice – BERNARD Christine – BLAIS Jean-Paul – BONTHOUX Odile – BORDET André – BOULAN Michel – BOYER Michel – BRAMOULLÉ Gérard – BUCCI Dominique – BUCKI Jacques – BURLE Christian – CANAL Jean-Louis – CATELIN Mireille – CHARDON Robert – CHARRIN Philippe – CHAZEAU Maurice – CHEVALIER Eric – CHORRO Jean – CIOT Jean-David – CLAVEL Caroline – CRISTIANI Georges – DAVENNE Chantal – DELAVET Christian – DELOCHE Gérard – DEMENGE Jean – DESCLOUX Odette – DEVAUX Pierre – DILLINGER Laurent – DUFOUR Jean-Pierre – DUPERREY Lucien – FERAUD Pierre – FERAUD Jean-Claude – GACHON Loïc – GALLESE Alexandre – GARCIA Daniel – GARÇON Jacques – GASCUEL Jean – GERACI Gérard – GERARD Jacky – GOUIRAND Daniel – GRANIER Michel – GROSSI Jean-Christophe – GUINIERI Frédéric – HAMARD OULMI Nadira – JONES Michèle – LAFON Henri – LAGIER Robert – LARNAUDIE Patricia – LECLERC Jean-François – LEGIER Michel – LHEN Hélène – LOUIT Christian – LUVERA Georges - MARTIN Régis – MARTIN Richard – MAURET Jacques – MAURICE Jany – MICHEL Claude – MICHEL Marie-Claude – MOINE Anne – MORBELLI Pascale – MOYA Patrick – MUSSET Alain – NICOLAOU Jean-Claude – ORCIER Annie – PAOLI Stéphane – PATOT Gérard – PERRIN Jean-Claude – PERRIN Jean-Marc – PIN Jacky – RIVET-JOLIN Catherine – ROUSSEL Jacques – SANTAMARIA Danielle – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – SILVESTRE Catherine – SUSINI Jules – TAULAN Francis – VALETA Marie-José – VENEL Gérard – VEYRUNES Bernard – VILLEVIEILLE Robert

Etai(en)t excusé(s) et suppléé(s) : MALLET Raymond suppléé par MAUNIER André– MOUGIN Jacques suppléé par LANFRANCO Anne

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales : AGOPIAN Jacques donne pouvoir à DAVENNE Chantal – AMAROUCHE Annie donne pouvoir à HAMARD OULMI Nadira – AMIEL Michel donne pouvoir à BUCCI Dominique – BRAMI Helliot donne pouvoir à CHEVALIER Eric – BRUNET Danièle donne pouvoir à GALLESE Alexandre – CASSAN René donne pouvoir à MOYA Patrick – DAGORNE Robert donne pouvoir à PIN Jacky – DEVESA Brigitte donne pouvoir à SILVESTRE Catherine – DI CARO Sylvaine donne pouvoir à GERACI Gérard – DUCATEZ-CHEVILLARD donne pouvoir à CHARRIN Philippe – FENESTRAZ Martine donne pouvoir à SUSINI Jules – GARNIER Eliane donne pouvoir à PATOT Gérard – JOISSAINS Sophie donne pouvoir à JOISSAINS MASINI Maryse – JOUVE Mireille donne pouvoir à DEMENGE Jean – LICCIA Marcel donne pouvoir à MICHEL Claude – LONG Danielle donne pouvoir à MARTIN Régis – MANCEL Joël donne pouvoir à CRISTIANI Georges – MERGER Reine donne pouvoir à DILLINGER Laurent – MONDOLONI Jean-Claude donne pouvoir à MORBELLI Pascale – OLLIVIER Arlette donne pouvoir à SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – PELLENC Roger donne pouvoir à LAFON Henri – PIERRON Liliane donne pouvoir à SANTAMARIA Danielle – RENAUDIN Michel donne pouvoir à DESCLOUX Odette – ROVARINO Isabelle donne pouvoir à AREZKI Alain – SLISSA Monique donne pouvoir à GARCIA Daniel – TERME Françoise donne pouvoir à BRAMOULLÉ Gérard – TONIN Victor donne pouvoir à PERRIN Jean-Marc – TRAN PHUNG CAU Catherine donne pouvoir à AGARRAT Henri

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : BARBAT-BLANC Odile – BAUTZMANN Marcel – BENNOUR Dahbia – BOUTILLOT Guy – CONTE Marie-Ange – CURINIER Erick – DE PERETTI François-Xavier – DECARA Yannick – FILIPPI Claude – FOUQUET Robert – GOURNES Jean-Pascal – GUEZ Daniel – GUINDE André – MATAS Henri – MEDVEDOWSKY Alexandre – MOHAMMEDI Amaria – NELIAS Mireille – PIZOT Roger – PORTE Henri-Michel – POTIE François – RIVORY Olivia – ROUARD Alain – ROUGIER Jacques – SANGLINE Bruno – TRINQUIER Noëlle

Secrétaire de séance : Stéphane PAOLI

Monsieur Gérard BRAMOULLÉ donne lecture du rapport ci-joint.

communauté du
PAYS D'AIX

Direction générale des Services
Appui aux Communes
HS

02_1_25

CONSEIL DU 19 DECEMBRE 2013

Rapporteur : Gérard BRAMOULLÉ
Co-rapporteur : Sophie JOISSAINS

Thématique : Ressources - Finances

Objet : Appui aux communes - Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement de la commune de la Roque d'Anthéron

Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Il s'agit de délibérer sur le Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement avec la commune de la Roque d'Anthéron, pour une durée de 5 ans et sur un coût d'objectif 10 650 000,00 € correspondant à l'engagement de la CPA par voie de fonds de concours.

Exposé des motifs :

Rappel de la règlementation :

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a modifié les règles régissant les relations financières entre un EPCI et les communes membres, notamment les dispositions relatives aux versements de fonds de concours.

L'article 186 a instauré un dispositif juridique permettant le versement de fonds de concours par les EPCI à fiscalité propre à leurs communes membres, sous réserve des conditions suivantes :

- le versement de fonds de concours doit donner lieu à délibérations concordantes du Conseil Communautaire et du ou des conseils municipaux concernés.
- la possibilité de verser un fonds de concours est subordonnée au fait qu'il doit avoir pour objet le financement de la réalisation (investissement) ou du fonctionnement d'un équipement (les financements « d'événements ou de services publics sont proscrits »).
- le montant total des fonds de concours ne peut dépasser la part du financement assuré, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours. Cette condition implique donc que le plafond des fonds soit au plus égal à la part autofinancée par le bénéficiaire.

Le contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet de Schéma de Cohérence Territoriale la Communauté du Pays d'Aix a souhaité soutenir l'aménagement et le développement des territoires des communes.

Par délibération du Conseil Communautaire du 29 novembre 2013 la CPA a instauré un dispositif de contractualisation avec ses communes membres.

Le **Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement** avec la commune de la Roque d'Anthéron définit les modalités de participation de la CPA aux projets communaux s'inscrivant dans la mise en oeuvre des politiques communautaires et contribuant à l'aménagement du territoire.

La commune de la Roque d'Anthéron a établi un programme d'actions et de réalisations qui sont de nature à concrétiser la vision prospective de développement de son territoire.

Pour chaque projet inscrit, la CPA pourra participer à hauteur de 50 % de la part restant à la charge de la commune.

Le Contrat est établi pour une durée de 5 ans.

L'engagement de la CPA à participer à la réalisation des projets inscrits dans le cadre du présent contrat est ferme sur toute la durée du contrat.

La participation financière totale maximale allouée par la CPA, au bénéfice de la commune de la Roque d'Anthéron, dans le cadre de son *Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement*, s'élève à 10 650 000,00 €, conformément au contrat ci-annexé.

Le Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement avec la commune de la Roque d'Anthéron est validé par délibérations concordantes du Conseil Municipal et du Conseil Communautaire.

Le contrat fait l'objet d'une autorisation de programme qui sera déclinée en crédits de paiement annuels.

Visas :
VU l'exposé des motifs ;
VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
VU la délibération n°2013_A192 du Conseil communautaire du 29 novembre 2013 créant le dispositif de contractualisation entre la C.P.A. et ses communes membres ;
VU la délibération du Conseil municipal de la Commune de la Roque d'Anthéron du 18 Décembre 2013 ;
VU l'avis du Bureau communautaire du 5 décembre 2013 ;

Dispositif :

Au vu de ce qui précède, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

APPROUVER les termes du *Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement* avec la commune de la Roque d'Anthéron ;

AUTORISER Madame le Président de la CPA ou son représentant à signer le présent contrat ;

APPROUVER la création de l'autorisation de programme correspondante d'un montant de 10 650 000,00 d'euros;

AUTORISER Madame le Président ou son représentant à prendre tout acte ou toute décision pour assurer l'exécution de la présente délibération.

communauté du
PAYS D'AIX
www.agglo-paysdaix.fr

VILLE DE
LA ROQUE
D'ANTHÉRON

Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement

Entre

La Communauté du Pays d'Aix, représentée par son Président, Madame Maryse Joissains Masini, dûment habilitée à signer le présent Contrat par délibération du Conseil Communautaire 2013_A ... en date du 19 décembre 2013.

Désignée ci après par les initiales « la CPA »

D'une part,

Et

La Commune de La Roque d'Anthéron représentée par son maire, Monsieur Robert VILLEVIEILLE dûment habilité à signer le présent Contrat par délibération du Conseil Municipal n° en date du 18 décembre 2013.

Désignée ci après par «La Roque d'Anthéron»

PREAMBULE

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a modifié assez sensiblement les règles régissant les relations financières entre un EPCI et les communes membres, notamment les dispositions relatives aux versements de fonds de concours.

Conformément au cadre législatif en vigueur, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, a mis en place au cours de l'année 2010, des dispositifs d'aide et d'appui aux communes qui sont d'ordre financier d'une part et technique d'autre part (cf. le Guide de l'Appui aux Communes présenté en Conseil Communautaire du 25 février 2010).

Afin de soutenir l'aménagement des territoires des communes et de contribuer à la réalisation des équipements communaux structurants, le Conseil Communautaire du 29 novembre 2013 a délibéré favorablement à la mise en place d'un Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement pour chaque commune de la CPA qui en exprime le souhait.

Le contrat se conforme à l'article 186 de la Loi du 13 août 2004 qui a instauré un dispositif juridique permettant le versement de fonds de concours par les EPCI à fiscalité propre à leurs communes membres. Il est mis en œuvre dans les conditions suivantes :

- le versement de fonds de concours doit donner lieu à délibérations concordantes du Conseil Communautaire et du ou des conseils municipaux concernés,

- la possibilité de verser un fonds de concours est subordonnée au fait qu'il doit avoir pour objet le financement de la réalisation d'un équipement public,

- le montant total des fonds de concours ne peut dépasser la part du financement assuré, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours. Cette condition implique donc que le plafond des fonds soit au plus égal à la part autofinancée par le bénéficiaire.

La commune de La Roque d'Antheron et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ont souhaité contractualiser sur la base d'un schéma directeur de développement du territoire communal afin d'améliorer le service à l'usager et qualité de vie des habitants.

La commune de La Roque d'Anthéron et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix s'engagent pour une durée de cinq ans sur la mise en œuvre des actions et des projets prioritaires définis dans ce contrat.

La signature de ce contrat n'est pas exclusive de l'utilisation des autres dispositifs de fonds de concours existants à la CPA pour des projets qui ne seraient pas inscrits au présent contrat.

Le Conseil de communauté se prononce sur la base de la délibération du conseil municipal concerné, qui doit être antérieure.

LE CONTEXTE COMMUNAUTAIRE

Le projet de SCOT du Pays d'Aix propose de focaliser le développement sur des espaces stratégiques identifiés dans une logique de réponse aux enjeux du grand territoire métropolitain.
En parallèle, il renforce le lien fondamental de proximité nécessaire au maintien de la qualité de vie de la population. Toutes les communes du Pays d'Aix, qu'elles soient rattachées à un espace stratégique ou en tant que pôles de proximité, ont ainsi un rôle important à jouer, à travers l'armature de développement définie par le SCOT.

La Communauté du Pays d'Aix souhaite dans ce cadre promouvoir une politique globale orientée prioritairement vers la cohésion sociale, le développement de l'activité économique, l'amélioration du cadre de vie et la mise en place de partenariats multiples en matière d'équipements relevant de l'aménagement du territoire.

Cette politique s'illustre, notamment, par la volonté d'accompagner les communes dans leur développement tout en assurant la cohérence de l'aménagement du territoire communautaire.

LE CONTEXTE COMMUNAL

Depuis 2007 la commune de La Roque d'Anthéron compte plus de 5000 habitants. Sa démographie est dynamique (+1,5 % par an depuis 1990), sa population est jeune (27% de moins de 20 ans et 36% de moins de 30 ans) et active (70 % d'actifs) et un taux de chômage en recul sensible (8,3 % en 2010 contre 12,7% 10 ans auparavant).
LRA se caractérise aussi par le nombre de logements sociaux 31% dont la proportion reste stable alors que plus de 400 logements ont été construits ces quinze dernières années.
La commune s'est engagée dans la mise en œuvre d'un Agenda 21 dont les actions préconisées doivent servir de guide aux investissements futurs.

L'abandon du projet de collège à La Roque d'Anthéron par le Département oblige la commune à construire elle-même un gymnase au quel sera adjoint un local destiné à l'accueil des jeunes.

L'école municipale de musique compte 120 élèves. Les locaux actuels sont insuffisants pour l'accueil de tous les élèves. L'immeuble qui abrite l'école de musique dispose de trois niveaux supplémentaires qu'il est possible d'aménager.

Dès la mise en service de la cuisine centrale et du nouveau restaurant scolaire, les espaces libérés par la cantine de l'école primaire Jules Ferry pourront être restitués à l'activité pédagogique. L'aménagement des locaux scolaires prévoit les travaux d'accessibilité et l'amélioration énergétique des bâtiments.

Le respect de l'environnement nécessite la construction d'une mini-station d'épuration au hameau du « Barcot »

L'augmentation de la population contraint à prévoir le renforcement des capacités de stockage d'eau potable en assurant un débit et une pression convenable à tous par la construction d'un réservoir supplémentaire

La commune entend aussi réaliser dans les délais prescrits par la loi, l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'ensemble de ses établissements recevant du public ainsi que l'achèvement de son Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics

Il convient de poursuivre l'aménagement des principaux axes de circulation (Est Ouest et Nord Sud) en favorisant les modes doux de déplacement et en réalisant l'ensemble des travaux de réseaux préalablement aux travaux de surface.

La municipalité a pu s'attacher à réaliser pour 19.500.000 € de travaux d'investissement au cours des 5 dernières années (tous budgets confondus ; budget principal et budget annexes de l'Eau, de l'Assainissement, de l'Abbaye, du Tourisme). Cette capacité d'investissement a été obtenue grâce aux aides financières des collectivités territoriales et notamment celle de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (2.255.000 €) et du Département des Bouches du Rhône (5.015.000 €), mais aussi, par une gestion patrimoniale active (5.000.000 € de plus value de cession), des fonds propres (3.100.000 € FCTVA TLE), de la capacité d'autofinancement (5.840.000), de l'amortissement obligatoire (4.185.000 €) et un recours limité à l'emprunt (4.375.000 €).
Ainsi, pour les 5 prochaines années l'ambition de réaliser pour plus de 20.000.000 € de travaux apparaît tout à fait réaliste

La commune de La Roque d'Anthéron s'engage à poursuivre dans les années à venir une politique d'investissements structurants destinée à privilégier :

- Construction d'un gymnase et d'un lieu d'accueil pour les jeunes
- Aménagement de l'axe Est-Ouest joignant les entrées de ville Est de « Silvacane » en Ouest « Camping » (du Boulevard de la Paix au boulevard de la Libération en passant par l'avenue de l'Europe Unie) en mode de déplacements doux.
- Achèvement de l'aménagement de l'axe Nord Sud de l'avenue du Parc à la rue du Pigeonnier en passant par l'avenue de Craponne
- Réhabilitation des Etablissements recevant du public, en aménageant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite et en améliorant les performances énergétiques des bâtiments.

I. OBJET DU CONTRAT

Article 1er – La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités de financement, par la CPA et la commune de La Roque d'Anthéron, de projets d'investissement concernant dont l'exposé figure ci-après.

Les financements induits par le présent contrat intéresseront de façon exhaustive les projets à maîtrise d'ouvrage communale visés à l'article 2 et sont exclusifs de tout autre fonds de concours communautaires pendant la durée du présent contrat pour ces mêmes projets.
Sont concernés : l'ensemble des études liées à l'opération, l'acquisition du foncier nécessaire à sa réalisation ainsi que l'ensemble des travaux à réaliser.

II. CONTENU DU CONTRAT

Article 2 – La liste des programmes, opérations ou projets d'investissements, objet du présent contrat, est arrêtée comme suit :

VOIRIE ET AMENAGEMENT URBAIN :

- Aménagement du boulevard de la Paix, l'avenue de l'Europe Unie et du Boulevard de la Libération sur l'Axe Est-Ouest ;
- Aménagement de l'avenue du Parc et de la rue du Pigeonnier sur l'Axe Nord-Sud

EQUIPEMENTS SCOLAIRES

- Réaménagement de l'école Jules Ferry (après ouverture du restaurant scolaire)

EQUIPEMENTS SPORTIFS

- Construction d'un gymnase et d'un local pour les jeunes.

AMENAGEMENTS PAYSAGERS

- Plan de fleurissement aménagement des îlots verts

EQUIPEMENTS CULTURELS

- Extension de l'école municipale de musique

EAU / ASSAINISSEMENT

-Renouvellement et renforcement des réseaux d'Eau potable, d'Assainissement et d'Eau pluviale suivants les schémas directeurs des voiries dont l'aménagement de surface est programmé.

- Construction d'une mini-station d'épuration au hameau du Barcot
- Construction d'un réservoir d'eau potable de 1500 m3

ECLAIRAGE PUBLIC / RESEAUX SECS / VIDEOSURVEILLANCE

- Plan d'amélioration de l'éclairage public suivant diagnostic

DIAGNOSTIC / EQUIPEMENT ENERGETIQUE

- Plan d'amélioration énergétique des logements communaux, du bâtiment de loisirs des « Iscles », des écoles maternelles « Charles Péguy » et « Paul Claudel » de l'école primaire « Jules Ferry »

ACCESSIBILITE

- Plan d'accessibilité de la voirie et des espaces publics
- Accessibilité de l'Eglise Saint-Louis

La présentation détaillée, le coût estimatif, l'échéancier de réalisation et le montant prévisionnel des fonds de concours répartis annuellement sur cinq années, et attribués sur le montant HT figurent en annexe au présent contrat.

III. DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3 – Pour le financement de ce contrat, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix consacrera un crédit maximal de 10.650.000,00€ correspondant à 50% du montant hors taxes de la part des investissements restants à la charge de la commune (déduction faite des aides financières obtenues auprès des autres partenaires), réparti sur 5 ans suivant le tableau annexe et qui fera l'objet d'une AP déclinée en CP annuels (*cf annexe*).

Chaque année, la commune et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix s'engagent à inscrire les crédits nécessaires au financement de chaque tranche du programme ou du projet d'investissement visés à l'article 2.

Article 4 – Le versement de la participation financière de la Communauté du Pays d'Aix sera effectué comme suit :

- Annuellement

  - en début d'année N (correspondant à l'année de démarrage des études, du programme, de l'opération,....) la CPA versera à hauteur de 70 % du montant du fonds de concours de la CPA budgété sur l'année en cours pour chaque tranche annuelle du programme ou de l'opération identifiés à l'article 2 ;

  - le versement se fera sur présentation de l'OS correspondant au montant des dépenses ;

  - le versement du solde se fera à hauteur des dépenses réellement engagées par la commune et sur production annuelle de justificatifs de paiements visés par l'ordonnateur ;

  - pour les années suivantes, le versement de l'avance sera effectué sur la base de la programmation des CP et ajustée en fonction de l'avancée de l'opération.

- Selon les échéanciers annuels déterminés en accord entre les deux parties en octobre de l'année N-1.

Article 5 – A la demande expresse du maire de la Commune adressée par courrier au Président de la CPA, renonçant à recevoir 70% du montant de FDC budgété sur l'année dès l'ordre de service, la CPA versera la totalité du FDC correspondant en fin d'exercice annuel sur présentation des justificatifs de paiement visés par l'ordonnateur.

Article 6 – Le délai imparti à la commune de La Roque d'Antheron pour démarrer les opérations citées dans le présent contrat est fixé à 5 ans, sous peine de caducité.
Si à échéance du présent contrat une ou plusieurs opérations ne sont pas terminées, le dernier versement de la CPA interviendra au plus tard 2 ans après le terme du contrat.

Article 7 – Le présent contrat n'est pas modifiable dans son contenu global. Toutefois, pour prendre en compte les aléas qui pourraient l'affecter, sur demande exclusive de la Commune, au travers d'une délibération de son Conseil Municipal, des modifications pourront être apportées sur les modalités de réalisation, de mise en œuvre et des transferts entre les opérations, dans la limite du coût d'objectif global du contrat. Ces demandes seront actées par le Président de la CPA.

Article 8 – La commune s'engage à informer la CPA de tous les partenariats et autres financements qui pourraient intervenir pendant la durée du présent contrat sur les opérations sus visées.

La part des fonds de concours de la CPA sera, dans ces cas là automatiquement, réajustée pour rester dans la limite légale de 50% maximum de la part restant à la charge de la commune.

I. DUREE DU CONTRAT

Article 9 – Le présent contrat est conclu pour 5 ans et prend effet à compter de la date de signature des deux parties et après retour du contrôle de légalité.

II. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 10 –Les services de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix seront à la disposition de la Commune pour participer aux comités techniques ayant pour objet la définition des projets et leurs modalités de mise en œuvre.

Article 11 – La Commune de La Roque d'Anthéron s'engage à mettre en place un dispositif d'information du public faisant apparaître l'action de la CPA, et notamment :

- par invitation du Président de la CPA, ou de son Vice Président délégué en charge de la politique communautaire afférente, à tous les évènements liés à ces projets (inauguration, pose d'une première pierre, etc...) ;

- par la présence sur les lieux de chantiers de panneaux d'information reprenant le logo de la CPA ;

- par le rappel du partenariat dans les journaux Municipaux et dans tout article mentionnant les projets du présent contrat.

Article 12 – La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix se réserve la possibilité de communiquer sur son implication dans les actions engagées par le présent contrat.

Article 13 – Les dispositions précédentes permettant à la commune, si elle le souhaite, de confier à la CPA la récupération des Certificats d'Économie d'Énergie liés aux opérations d'investissement et le reversement à la commune des sommes correspondantes, restent applicables (*délibération 2012 B256 du 28/06/2012*).

Fait à Aix en Provence
Le……..

Fait à la Roque d'Anthéron
Le……..

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix

La Commune de La Roque d'Anthéron

ANNEXE

Commune de La Roque d'Anthéron

Programmation annuelle des opérations d'investissements

2014-2018

	COÛT GLOBAL DES OPERATIONS						FDC demandés
Opérations	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**TOTAUX HT**	**TOTAUX 50 %**
Aménagement de voirie axe Est-Ouest (Bd de la Paix-Rue de la Libération)			2 000 000,00 €	950 000,00 €		2 950 000,00 €	1 475 000,00 €
Aménagement de voirie Liaison Sud (Rabassière et Kennedy)	2 280 000,00 €					2 280 000,00 €	1 140 000,00 €
Aménagement de voirie Axe Nord-Sud Avenue du Parc					1 900 000,00 €	1 900 000,00 €	950 000,00 €
Aménagement de voirie Axe Nord-Sud Rue du Pigeonnier					1 450 000,00 €	1 450 000,00 €	725 000,00 €
Réaménagement Ecole Jules Ferry (après ouverture cuisine centrale)	665 000,00 €					665 000,00 €	332 500,00 €
Gymnase et salle jeunes (Actions Agenda 21)		3 500 000,00 €	1 500 000,00 €			5 000 000,00 €	2 500 000,00 €
Plan de fleurissement aménagemenent de massifs (Agenda 21)	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €		200 000,00 €	100 000,00 €
Aménagement Ecole de Musique (extension)	725 000,00 €					725 000,00 €	362 500,00 €
Réseau Eau Potable Bd de la Paix	235 000,00 €					235 000,00 €	117 500,00 €
Réseau Eau Potable Rue de la Rabassière			185 000,00 €			185 000,00 €	92 500,00 €
Réseau Eau Potable Rue de la Libération				205 000,00 €		205 000,00 €	102 500,00 €
Réseau Eau Potable 1500 m3				630 000,00 €		630 000,00 €	315 000,00 €
Assainissement collectif STEP du Barcot				280 000,00 €		280 000,00 €	140 000,00 €
Assainissement Collectif Quartier du Parc					265 000,00 €	265 000,00 €	132 500,00 €
Assainissement Collectif Rue Youri Egorov (Le Parc)					80 000,00 €	80 000,00 €	40 000,00 €
Assainissement Collectif La Carraire	145 000,00 €					145 000,00 €	72 500,00 €
Eau Pluvial Av. du Parc recalibrage du collecteur					380 000,00 €	380 000,00 €	190 000,00 €
Eau Pluvial Rue du Pigeonnier recalibrage du collecteur					20 000,00 €	20 000,00 €	10 000,00 €
Eau Pluvial Rue de la Libération création d'un collecteur				155 000,00 €		155 000,00 €	77 500,00 €
Eclairage Public (Agenda 21)	150 000,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €			450 000,00 €	225 000,00 €
Logements communaux amélioration des performances énergétiques	90 000,00 €	90 000,00 €	90 000,00 €	90 000,00 €	90 000,00 €	450 000,00 €	225 000,00 €
Base de loisirs des "Iscles" amélioration des performances énergétiques				750 000,00 €		750 000,00 €	375 000,00 €
Ecole Charles Péguy amélioration des performances énergétiques			350 000,00 €			350 000,00 €	175 000,00 €
Ecole Paul Claudel amélioration des performances énergétiques		400 000,00 €				400 000,00 €	200 000,00 €
Ecole Jules Ferry amélioration des performances énergétiques	250 000,00 €					250 000,00 €	125 000,00 €
Plan d'accessibilité de voirie et espaces publics				900 000,00 €		900 000,00 €	450 000,00 €
Accessibilité Eglise (ERP)						0,00 €	0,00 €
TOTAUX	4 590 000,00 €	4 190 000,00 €	4 325 000,00 €	4 010 000,00 €	4 185 000,00 €	21 300 000,00 €	10 650 000,00 €

2013_A245

OBJET : Finances - Appui aux communes – Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement de la commune de La Roque d'Anthéron

---

Vote sur le rapport

Inscrits	144
Votants	119
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	119
Majorité absolue	60
Pour	119
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil présents
Maryse JOISSAINS MASINI

23 DEC. 2013